

# *Cuba n'est jamais restée les bras croisés*

---

*Image not found or type unknown*



La Havane, 15 mai (RHC) Entretien accordé par Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Cuba et Président de la République, à Ignacio Ramonet, professeur et journaliste espagnol, au Palais de la Révolution, le 11 mai 2024, "Année 66 de la Révolution".

Photo : Alejandro Azcuy

(Versions prises en sténographie - Présidence de la République)

Ignacio Ramonet.- Président, tout d'abord, merci beaucoup pour la gentillesse dont vous avez fait preuve en nous accordant cet entretien.

Il s'agira d'un entretien avec une douzaine de questions que nous allons diviser en trois blocs : un bloc dédié à la politique intérieure, à la situation intérieure à Cuba ; un deuxième bloc sur l'économie, essentiellement l'économie de Cuba, évidemment ; et un troisième bloc sur la politique internationale.

La première question de politique intérieure est donc la suivante :

Pour de nombreuses familles cubaines, depuis deux ou trois ans, la vie quotidienne est devenue particulièrement difficile : il y a des pénuries alimentaires, il y a de l'inflation, il y a des carences dans les services publics. Le blocus économique, commercial et financier illégalement imposé par les États-Unis existait déjà, et ce que je veux vous demander, c'est ce qui s'est passé ces derniers temps pour que les choses se soient détériorées à ce point.

Miguel M. Díaz-Canel.- Eh bien, Ramonet, tout d'abord je vous remercie pour l'opportunité que vous nous donnez de parler avec vous, c'est toujours très intéressant de pouvoir partager des points de vue avec vous et aussi d'entendre vos commentaires sur ces sujets. Et vous m'avez posé une question très intéressante, car beaucoup de gens se demandent pourquoi, s'il y a un blocus depuis si longtemps, qu'est-ce qui distingue le blocus actuel ?

Je pense qu'il faut partir du fait que, tout d'abord, le blocus a aujourd'hui une caractéristique qualitativement différente ; Aujourd'hui, nous parlons d'un blocus renforcé et, en outre, ce renforcement est soutenu par un autre élément, à savoir l'inclusion de Cuba dans une liste fallacieuse que le gouvernement des États-Unis établit à sa guise concernant les pays censés soutenir le terrorisme.

Je vais surtout faire une comparaison qui, selon moi, est la meilleure façon d'illustrer ce qui change d'un moment à l'autre, si l'on compare ce qu'était la vie des hommes et des femmes cubains jusqu'en 2019 ou jusqu'à la seconde moitié de 2019, et à quoi a ressemblé la vie après cette seconde moitié de 2019, ce qui encadre ou différencie également ces deux moments.

Premièrement, nous sommes un pays qui a subi les limitations et les adversités que nous impose le blocus depuis plus de soixante ans ; un blocus illégal, injuste et anachronique en tant que politique et chargé, avant tout, d'une perspective arrogante de la part du gouvernement des États-Unis.

Cuba n'est jamais restée les bras croisés et nous avons développé une capacité de résistance. Même après les expériences que nous avons vécues pendant le COVID-19, je dis que c'est une résistance créative, car le pays a non seulement su résister aux attaques du blocus, mais le pays dans ces conditions a avancé, a contribué, a grandi. en tant que nation et, en outre, elle s'est développée ; Autrement dit, il ne s'agit pas de résister seul et de ne rien faire d'autre.

Sous tous ces concepts et toutes les stratégies qu'a eues la Révolution, nous avons pu maintenir un certain niveau d'activité économique, d'exportations, de soutien à des programmes sociaux à fort impact sur notre population et nous avons vécu, même si notre rêve s'est arrêté ou tout nos aspirations se sont ralenties précisément à cause des effets du blocus, qui, je vous le dis catégoriquement, est la cause qui ralentit le plus notre développement économique. Et je dis toujours : si bloqués nous avons été capables de tant de choses, de quoi ne serions-nous pas capables sans être bloqués ; Mais ce seront des hypothèses qu'il faudra transformer en thèses avec des études, avec des vérifications, avec des analyses de données, ce qui n'est pas le cas de ce qui nous occupe maintenant.

En 2019, ce pays a reçu des revenus d'exportation de nos productions exportables et compétitives sur le marché international, car il y avait une vitalité dans l'activité économique du pays ; le pays a reçu un montant important d'envois de fonds ; nous recevions des revenus notables de l'activité touristique –rappelez-vous que nous avons près de quatre millions et demi de touristes par an–, et nous avions des crédits de diverses institutions financières, des crédits gouvernementaux de pays avec lesquels nous entretenons de très bonnes relations et aussi des crédits de programmes, de agences, qui nous ont permis de développer et d'accompagner des projets.

D'un autre côté, nous disposions d'un approvisionnement stable en carburant, basé sur des accords avec des pays amis, avec des pays frères, ce qui signifiait qu'en vertu de ces accords, nous n'avions pratiquement rien à dépenser en carburant grâce aux recettes en devises que nous recevions, car tout Une partie de cette somme était compensée par les services que nous fournissons à ces pays frères.

Par conséquent, dans toutes ces conditions, nous disposions de revenus en devises étrangères qui nous permettaient d'importer des matières premières pour développer nos principaux processus de production, dans la mesure où nous pouvions avoir ces choses avec les limites du blocus ; Nous pouvions acheter de la nourriture pour satisfaire le panier de base, nous pouvions même acheter de la nourriture et d'autres marchandises que nous mettions dans les magasins – à cette époque c'étaient les magasins qui fonctionnaient en CUC, et sur le marché intérieur en monnaie nationale – donc, notre le marché disposait d'un certain niveau d'offre.

Nous disposions de devises étrangères avec lesquelles nous pouvions réaliser un marché des changes légal, contrôlé par l'État, où les opérations d'achat et de vente de devises pouvaient être réalisées avec leur équivalent en monnaie nationale. Nous avons une capacité acceptable pour payer nos dettes envers les pays ou les entreprises qui ont investi à Cuba, y compris des investissements étrangers. Et nous avons également suffisamment d'argent pour acheter des pièces de rechange, les intrants les plus importants de notre économie.

Par conséquent, il y avait une offre sur le marché intérieur et une relation offre/demande adéquate qui permettait aux niveaux d'inflation d'être faibles.

Tout cela a provoqué des réactions : les processus de production, une bonne activité productive ont donné plus de fonds exportables, plus de revenus ; Le tourisme se développait, apportait plus de revenus, et tout cela se retournait et nous arrivions à une certaine situation, je dirais, de stabilité, sans encore atteindre la prospérité à laquelle nous aspirons, et nous sommes en train de perfectionner notre système économique. social et, d'autre part, aussi avec tout un ensemble d'approches, de visions, de postulats et d'orientations par rapport au Plan National de Développement Économique et Social jusqu'en 2030, et nous avons vécu ainsi.

Ignacio Ramonet.- C'était jusqu'en 2019.

Miguel M. Díaz-Canel.- Jusqu'au second semestre 2019.

Au cours du second semestre 2019, l'administration Trump applique plus de 240 mesures qui intensifient le blocus, et voici le premier concept : blocus intensifié ; Le blocus s'intensifie et on applique même pour la première fois le titre III de la loi Helms-Burton, qui n'avait jamais été appliqué et qui a un impact énorme, surtout en termes de pression sur les investisseurs étrangers, dans lesquels ils ont déjà investi, en qu'ils envisageaient d'investir, et il apporte son plein soutien à ceux qui ont participé aux confiscations que le Gouvernement Révolutionnaire a réalisées en toute équité au cours des premières années de la Révolution.

Avec ces mesures d'escalade, toutes nos sources de revenus en devises sont soudainement coupées ; Le tourisme diminue considérablement parce que le gouvernement des États-Unis nie le droit du peuple nord-américain au tourisme à Cuba ; Les bateaux de croisière sont fermés, ce qui représentait une part importante de l'afflux de touristes à Cuba ; une immense course-poursuite énergétique et financière s'organise. Il existe plus de 92 banques ou entités financières internationales sanctionnées ou soumises à des pressions de la part du gouvernement des États-Unis, raison pour laquelle leurs relations d'échanges financiers avec Cuba ont pris fin.

Les envois de fonds, qui constituaient une source de revenus importante pour le pays, sont supprimés. Oh, et d'un autre côté, ils ont également exercé des pressions et appliqué de nombreuses sanctions contre les pays amis et frères qui nous fournissaient régulièrement du carburant. Par conséquent, nous avons commencé à avoir un déficit de carburant ; Nous avons commencé à avoir un déficit de disponibilité en devises étrangères.

Avec ces deux éléments, d'une part, le système électro-énergétique national est déstabilisé, car nous sommes capables de garantir le fonctionnement des centrales thermoélectriques avec le pétrole brut

national ; Mais les centrales thermoélectriques ne couvrent pas la totalité de la demande électrique du pays, surtout aux heures de pointe, et nous devons démarrer d'autres centrales de production décentralisée qui fonctionnent principalement au diesel et au fioul ; Sans ces carburants, nous nous retrouvons avec un déficit.

D'autre part, ayant moins de devises disponibles, nous n'avons pas pu acheter à temps les fournitures et les pièces de rechange nécessaires à l'entretien de l'ensemble du système énergétique national, qui, en outre, est un système avec un certain niveau d'obsolescence ; Cela augmente les pannes, prolonge la maintenance et tout cela conspire contre la stabilité du système énergétique électrique national et, dans ces conditions, nous commençons à souffrir de pannes de courant gênantes. Pour réduire ces coupures, nous avons même dû fermer ou limiter légèrement le niveau de l'activité productive, un groupe d'activités de l'économie.

Et dans le cadre de ces mêmes limitations en devises étrangères, nous commençons à manquer de certains intrants et matières premières pour des processus de production importants. Et le peu d'argent dont nous disposons, nous devons le consacrer à l'achat de carburant, ce qui avant nous n'avions pas à faire cette dépense car nous avons d'autres mécanismes pour résoudre ce problème.

Les prix augmentent sur le marché international, car c'est aussi la crise multidimensionnelle dont souffre le monde.

Ignacio Ramonet.- Le COVID-19 commence aussi.

Miguel M. Díaz-Canel.- Il y a le COVID-19, après lequel nous sommes entrés dans l'année 2020. Il y a les problèmes de la hausse des prix sur le marché international dans le cadre de la crise multidimensionnelle ; Il y a les effets du changement climatique, et nous avons été touchés par d'intenses sécheresses, par des pluies intenses tout au long de cette période et aussi par des ouragans d'une certaine intensité qui ont causé beaucoup de dégâts à l'économie. Tout cela a créé un environnement de pénurie de médicaments, de nourriture et de carburant.

Ignacio Ramonet.- Difficultés de transport.

Miguel M. Díaz-Canel.- Dans les transports. Et cela influence également nos programmes sociaux et le bien-être de la population, et construit une réalité très complexe.

Au cours du premier mois de 2020, alors qu'il ne restait que huit ou dix jours avant que Trump quitte la Maison Blanche, il nous a inclus sur la liste des pays qui parrainent le terrorisme.

Ignacio Ramonet.- L'inclusion dans la liste des pays qui favorisent le terrorisme.

Miguel M. Díaz-Canel.- Et puis, tout à coup, toutes les agences bancaires et toutes les institutions financières ont cessé de nous accorder du crédit. Par conséquent, nous sommes aujourd'hui un pays qui vit du compte courant, c'est-à-dire de ce que vous avez gagné cette semaine et de la manière dont vous le répartissez entre une énorme quantité de priorités du pays et qui ne peuvent être couvertes avec le revenu d'une seule semaine.

Par conséquent, la disponibilité de devises étrangères pour tout ce qui avait augmenté commence à être affectée, nous n'avons plus la même capacité à gérer à temps pour couvrir et honorer nos engagements de payer des dividendes à des entités étrangères, de payer des dettes à des pays ou entreprises avec lesquelles nous les avons.

Ignacio Ramonet.- Ou le Club de Paris.

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous ne pouvons pas développer l'activité économique avec toute l'intensité et les capacités dont nous disposons et dont nous avons besoin pour offrir des biens et des services ; Un énorme déséquilibre se crée entre l'offre et la demande, puis les prix augmentent et l'inflation apparaît à très grande échelle.

D'un autre côté, nous ne disposons pas de devises étrangères pour faire fonctionner efficacement un marché des changes légal et, par conséquent, un marché illégal est créé pour nous.

Ignacio Ramonet.- Parallèlement, marché noir.

Miguel M. Díaz-Canel.- Parallèle, qui manipule également le taux de change et devient presque un élément qui impose les prix et contribue également au problème de l'inflation.

Dans ces conditions, le COVID-19 est entré, et le COVID-19 n'a pas seulement touché Cuba, il a également touché le monde entier. Et selon notre vision humaniste de la Révolution, à l'époque du COVID-19, notre objectif principal était de sauver des vies. C'est pourquoi une part importante de tous les efforts et du peu d'argent qui est entré dans le pays a été consacrée à sauver la vie de la population : d'abord, sur la base de protocoles pour faire face à la maladie, en utilisant ou en repositionnant les médicaments et les produits biotechnologiques que l'industrie biotechnologique cubaine l'industrie s'était déjà développée pour d'autres maladies et cela a eu un certain niveau d'effet sur les conditions du COVID-19 et, par la suite, comme on le sait, avec l'énorme effort, l'effort titanesque et, je dirais, le résultat exemplaire de nos scientifiques, qui font partie de toute la conception qu'avait le Commandant en Chef de développer un pôle scientifique productif à l'époque de la Période Spéciale, avec un schéma de production fermé, où l'incorporation de la science et de l'innovation comme force productive, et incorporait

la production, la distribution et des processus de marketing, que si nous n'avions pas eu ce développement depuis les années 90 jusqu'à aujourd'hui, nous n'aurions pas été en mesure de faire face à la manière dont nous avons fait face au COVID-19.

Ignacio Ramonet.- Ensuite, nous parlerons du COVID-19 et vous pourrez le développer.

Miguel M. Díaz-Canel.- Oui, oui, nous en parlerons plus tard. Et surtout l'effort du système de santé cubain.

Ignacio Ramonet.- Bien sûr.

Miguel M. Díaz-Canel.- Mais, sans doute, là tous les autres phénomènes se sont amplifiés et se sont poursuivis ces années-là ; car il faut aussi noter qu'une des caractéristiques de ce blocus intensifié est qu'il a été appliqué par une administration républicaine, celle de Trump ; mais une administration démocrate l'a gardé tel quel, Biden. C'est un processus cumulatif et systématique depuis quatre ans, une situation très complexe pour notre population et, je dirais, chargée d'une énorme perversité, que je vais vous montrer lorsque nous parlerons du COVID-19.

Photo : Alejandro Azcuy

Image not found or type unknown

Ignacio Ramonet.- Je voudrais, Monsieur le Président, que nous parlions d'un élément que vous venez d'aborder et qui est très ennuyeux pour la population de Cuba, à savoir les coupures de courant.

Miguel M. Díaz-Canel.- Les coupures de courant.

Ignacio Ramonet.- Je pense que c'est l'un des problèmes qui préoccupe le plus de nombreux citoyens. Comment évaluer la situation énergétique du pays ? Vous venez d'évoquer quelques éléments, mais quelle perspective de solution pouvez-vous annoncer aux citoyens cubains ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Ramonet, aujourd'hui, au moment où nous tenons cette réunion, nous nous trouvons dans une situation extrêmement complexe en matière d'énergie.

Aujourd'hui, nous avons un système électrique instable pour plusieurs raisons que je vais vous expliquer maintenant, et en ce moment, cette semaine nous avons subi de graves coupures de courant dans tout le pays, nous n'avons pas pu fermer le système électrique national pendant plus de cinq jours en vingt-quatre heures, ce qui signifie que nous avons toujours eu un certain niveau de black-out, et cela, successivement, sans aucun doute, endommage, complique la situation, provoque des malaises, provoque des malentendus et durcit la vie des Cubains.

Il y a ici plusieurs aspects : premièrement, nous avons un système électro-énergétique qui a une composante thermoélectrique, la génération par énergie thermique, qui se résout avec la production de pétrole brut national.

Ignacio Ramonet.- Nacional, qui est un pétrole brut lourd.

Miguel M. Díaz-Canel.- Qui est un pétrole brut lourd, avec beaucoup de soufre ; Mais il a besoin de réparations, il a besoin d'un entretien systématique, il faut plus de 300 millions de dollars par an pour entretenir ce système national d'énergie électrique, et cette disponibilité n'existe pas. Cela signifie qu'il y a des pannes et des problèmes technologiques plus fréquemment que ce qui devrait être normal dans un système comme celui-ci.

Nous avons un autre groupe de sources de production d'énergie électrique, qui sont des moteurs de production distribuée, notamment pour une utilisation aux heures de pointe, qui nécessitent du diesel et du mazout, et nous n'avons pas toujours eu les niveaux de diesel et de mazout dont nous avons besoin.

Dans le cadre de toute cette situation de blocus, nous avons, par exemple, été d'octobre jusqu'au mois dernier sans que du diesel ou du fioul n'entre dans le pays, et nous épuisions les réserves dont disposait le pays – parce que nous avons aussi un programme d'économies –, qui aussi nous a causé, faute de carburant, de graves coupures de courant, surtout au mois de mars. Parallèlement, ces groupes électrogènes ont également besoin de pièces de rechange, la maintenance qui s'en ressent.

Nous avons déjà une petite composante avec des sources alternatives, notamment avec l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

Par conséquent, dans les conditions actuelles, la production d'électricité peut échouer en raison d'un manque de combustible, d'un manque d'entretien ou de la coïncidence de ces deux facteurs.

Aujourd'hui, pour le moment, ce n'est pas tant le manque de carburant qui nous affecte que les problèmes technologiques, et d'un autre côté nous avons une stratégie de maintenance que nous avons su organiser au milieu de cette circonstance, surtout, pariant qu'en été, le niveau d'impact sur la population est le plus faible possible. Ainsi, ces jours-ci, nous avons eu la coïncidence de plusieurs usines qui avaient une maintenance programmée, planifiée et en cours de développement, mais simultanément d'autres sont tombées en panne.

Ignacio Ramonet.- Et les énergies renouvelables, Monsieur le Président, pariez-vous sur les énergies renouvelables ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Alors, maintenant tu me parlais des solutions.

Nous misons sur les énergies renouvelables, aussi bien éoliennes, photovoltaïques, biogaz, tout un ensemble de concepts ; mais surtout le photovoltaïque, car c'est un investissement qui peut être assemblé en moins de temps.

Aujourd'hui, nous disposons d'un ensemble d'accords signés, avec des garanties, qui nous permettront d'atteindre plus de 2 000 mégawatts en moins de deux ans. Cela nous placerait dans une autre situation énergétique, car cela nous permettrait d'atteindre l'objectif que nous souhaitons, celui d'avoir plus de 20 % d'énergies renouvelables avant 2030. Nous allons atteindre 25 %, peut-être un peu plus, selon l'évolution de ces problèmes.

Par conséquent, cela nous donnera comme premier impact qu'au plus fort de la journée, nous pourrons avoir les groupes de production distribués qui ne fonctionnent pas et que nous pourrons tout couvrir avec cette nouvelle énergie.

Ah, parce qu'un des éléments que j'ai manqué de vous expliquer, c'est que dans la mesure où les centrales thermoélectriques tombent en panne, les groupes de distribution d'énergie qui sont prévus, notamment aux heures de pointe, doivent travailler en dehors des heures de pointe. , ils s'usent donc plus que prévu et ne parviennent pas toujours à compenser ce déficit.

Nous avons tout un programme que le ministre de l'Énergie et des Mines a expliqué il y a quelques semaines à l'ensemble de notre population. Les parcs sont désormais successivement construits et activés, et notre production d'électricité augmentera de cette manière, c'est-à-dire qu'il y aura un

changement substantiel cette année et une consolidation l'année prochaine.

Une partie de ces parcs dotés d'énergie photovoltaïque accumulera de l'énergie et pourra donc être utilisée le soir. En plus de nous donner cette possibilité, cela réduira la consommation de carburant utilisée pour cela.

Ignacio Ramonet.- Cela sert à produire.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ici, il y a deux solutions : nous pouvons consacrer plus de carburant à l'économie, en particulier à la production alimentaire, à l'agriculture, aux processus de production qui sont aujourd'hui très limités car la majeure partie du carburant dont nous disposons depuis il est déficient, on le met en fonction de la production d'électricité ; et, d'un autre côté, nos dépenses d'achat de carburant diminueront également.

Ignacio Ramonet.- Achat d'hydrocarbures.

Miguel M. Díaz-Canel.- Mais, en plus, les centrales thermoélectriques fonctionneront dans un régime plus confortable, donc nous consommerons moins de pétrole brut national, qui est également exportable ; et l'une des choses que nous faisons, parmi les mesures que nous avons prises, est de prendre un ensemble de mesures pour continuer à augmenter la production de pétrole brut national, avec cette production de pétrole brut national pour pouvoir exporter, et cela aide également. Nous devons avoir une source de financement. Pour tous ces investissements qui coûtent cher, ces investissements sont très chers. Des investissements dans la production d'électricité.

C'est une voie, je dirais, la plus durable, car, en outre, elle est totalement cohérente avec tout ce que nous proposons en matière de politique environnementale, avec tout l'engagement que nous avons dans nos programmes et dans nos engagements avec les conférences COP, pour réduire émissions de CO2 vers l'espace, c'est-à-dire qu'il est pleinement cohérent et garantit un développement durable.

Nous recherchons également des investissements étrangers qui nous permettront de valoriser, de mettre à jour et d'améliorer le traitement de certaines de nos raffineries, ce qui nous permettrait également de traiter ce pétrole brut national.

Ignacio Ramonet.- Affiner.

Miguel M. Díaz-Canel.- Affinez-le et obtenez d'autres produits qui seraient également exportables ou qui nous serviraient à la consommation nationale et nous devrions importer moins de ces produits pour la consommation nationale.

Il y a aussi tout un programme d'économie d'énergie qui vient de la culture de la population...

Ignacio Ramonet.- Réduire la consommation et non le gaspillage.

Miguel M. Díaz-Canel.- Réduire la consommation, ne pas gaspiller et, d'autre part, il y a tout un développement de technologies photovoltaïques, disons plutôt dans le domaine domestique, d'équipements qui fonctionnent avec des sources d'énergie photovoltaïques. Le changement des luminaires par des luminaires LED qui consomment moins et durent aussi plus longtemps, et tout cet ensemble d'actions combinées nous mèneront également à une meilleure situation électro-énergétique.

C'est bien défini, c'est bien programmé. Malheureusement, pour y arriver, nous traversons des moments comme ceux-ci, mais c'est une des manières de surmonter les effets du blocage par rapport à la question énergétique.

Ignacio Ramonet.- Monsieur le Président, en tout cas, cette situation que vous décrivez et la précédente, avec les difficultés, les épreuves, ont récemment provoqué un phénomène sociologique inconnu à Cuba, à savoir les protestations sociales. D'une part, de nombreuses personnes émigrent parce qu'elles ne supportent pas les conditions actuelles et, d'autre part, les protestations qui, même si elles n'ont pas été massives, ont surpris parce que ce n'est pas courant.

Alors, j'aimerais que vous nous expliquiez, dans un premier temps, comment analysez-vous la nature de ces protestations et quelles leçons tirez-vous de cette situation ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Ramonet, premièrement, je crois que notre peuple a subi les attaques du blocus, en plus, comme je vous l'ai dit, c'est un effet cumulatif du blocus depuis plus de soixante ans. Ma génération, née dans les premières années de la Révolution, est une génération qui a vécu bloquée par les carences causées par le blocus.

Ignacio Ramonet.- Le blocus a toujours été présent.

Miguel M. Díaz-Canel.- Mais mes enfants sont nés bloqués et nos petits-enfants sont déjà nés et vivent dans des conditions de blocus. Cela a donc eu un impact direct sur la population cubaine.

Concrètement, sur le plan conceptuel, que défendent le gouvernement des États-Unis et la politique impériale en ce qui concerne la destruction de la révolution cubaine ?

Il existe une référence appelée Mémoire Mallory, basé précisément sur un mémorandum qu'un responsable du Département d'État a écrit dans les années soixante dans une évaluation sur Cuba, qui disait que, en raison du niveau de soutien populaire dont disposait la Révolution, la voie du renversement la Révolution était : l'asphyxie économique, essayer de faire tout son possible pour que le peuple subisse des difficultés, des carences et que cela conduise à une rupture avec la Révolution et, par conséquent, provoque une explosion sociale qui mènerait à la chute de la Révolution. .

Cela a été la politique, cela a été la référence, le concept fondamental, et c'est ce qu'ils font avec l'intensification du blocus. En 60 ans, ils n'ont pas réussi à nous briser, et ils ont intensifié leurs efforts pour nous briser. Ils ne vont pas non plus nous briser ! Je continue de croire à la capacité de réponse, à l'héroïsme de ce peuple et à la résistance créatrice dont je vous ai parlé.

Or, en ces temps particuliers, avec cette intensification du blocus, nous avons parfois eu la coïncidence de plusieurs facteurs sur cette population : coupures d'électricité prolongées, problèmes de transport, manque de vie, problèmes pour garantir le panier de base, problèmes de nourriture, problèmes de médicaments.

En cas de panne de courant, votre approvisionnement en eau est affecté, car les sources d'approvisionnement en eau fonctionnent également à l'électricité ; Soit dit en passant, nous avons désormais réalisé un investissement très important dans la transformation des systèmes de pompage en systèmes photovoltaïques également, et cela fait partie des choses que nous faisons pour surmonter cette situation.

À un moment donné, ils se sont également produits dans certains endroits et avec une certaine participation, je dirais, en plus grand nombre, plus massive aux événements du 11 juillet ; moins massive le 17 mars, même si les médias l'ont présentée comme très massive dans le cadre de l'autre composante de cette politique agressive envers Cuba de pression maximale, qui est d'une part l'asphyxie économique avec le renforcement du blocus, et d'autre part C'est l'ivresse médiatique où l'on tente de discréditer la révolution cubaine, et où il existe un Cuba virtuel et un Cuba réel. Il y a donc eu, dans un certain nombre de lieux, des revendications populaires.

Quelles sont les caractéristiques des revendications ? La plupart de ces revendications ont eu lieu dans une situation de revendications pacifiques, où la majorité de la population qui est allée réclamer ce qu'elle a demandé est une explication. Écoutez, ce ne sont pas des appels à la rupture avec la Révolution, les gens se sont adressés aux institutions gouvernementales ou aux institutions du Parti.

Ignacio Ramonet.- Cela s'est très bien vu à Santiago.

Miguel M. Díaz-Canel.- À Santiago.

Ils sont allés demander une explication, demander une confirmation si la situation est due à certaines circonstances, et qui sont ceux qui se sont manifestés ? Qui sont ceux qui ont parlé à ce peuple, parce qu'ils font partie de ce peuple ? Il s'agit précisément des dirigeants du Parti, des dirigeants du Gouvernement et des administrations de ces lieux, et sans répression policière, sans répression d'aucune sorte.

En outre, dans ces affirmations, il y a eu de petits groupes qui ne se sont pas comportés de manière pacifique et c'est l'une des choses qui tentent de déformer l'ivresse médiatique que l'empire promeut également. Beaucoup de ces personnes ont été financées par des projets subversifs du gouvernement des États-Unis et reçoivent systématiquement de l'argent pour profiter de telles situations et manifester contre la Révolution. Pour avoir manifesté contre la Révolution, ils n'ont pas non plus de réponse répressive.

Ignacio Ramonet.- La Constitution cubaine garantit le droit de manifester.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ils n'ont pas de réponse répressive, ils peuvent avoir une réponse populaire parce que la population..., c'est même arrivé, il y a des gens dans ces revendications qui disent : "Attendez, notre truc c'est de parler avec le gouvernement et parler avec le Parti », et ils ont affronté et ne leur ont pas permis de crier des slogans contre-révolutionnaires ou d'autres types de choses ; Mais même cette opinion que peut avoir quelqu'un qui n'est pas avec la Révolution n'est pas réprimée. Ce qui arrive, c'est que souvent, parce qu'ils font partie du même programme de subversion, ceux qui protestent ainsi contre la Révolution, qui sont les moindres, commettent des actes de vandalisme et attaquent la propriété de l'État, la propriété sociale, les altérations publiques. l'ordre public, et cela nécessite alors une réponse qui n'est pas due à l'idéologie, c'est une réponse judiciaire, une réponse juridique comme ils le feraient dans n'importe quel autre pays, parce qu'ils modifient l'ordre public, ils modifient la tranquillité des citoyens, ils commettent méfaits ou commettent des actes de vandalisme.

Ce qui se passe, c'est que cela n'est pas présenté ainsi par les médias internationaux, mais d'une autre manière, car il existe un scénario, un scénario de guerre non conventionnelle qui propose : d'abord, une explosion sociale, des revendications ou des protestations ; deuxièmement, l'assemblée de la répression policière ; troisièmement, le rassemblement des prisonniers politiques, c'est-à-dire la répression avec des prisonniers politiques entre guillemets ; puis démontrer qu'à cause de ces choses il y a un État en faillite, puis la prétendue aide humanitaire et le changement de régime. C'est le scénario et le scénario de la guerre non conventionnelle qui s'applique aujourd'hui à Cuba, au Nicaragua et au Venezuela.

Il y a donc là une distorsion et, je dirais, ce type de protestations qui ont existé à Cuba, comme vous le dites, ce qui est un fait relativement nouveau – le monde a également changé et notre société a changé, ainsi que les conditions qui provoquent la résurgence du blocus change nos vies – on s'en occupe, explique-t-on, cela ne provoque pas de rupture entre le peuple et la Révolution, car, en plus, nous avons aussi un système de travail où nous visitons les lieux, nous parlons constamment à la population, des informations sont données sur ces problèmes.

Pourquoi ne parle-t-on pas des manifestations aux États-Unis, qui se terminent généralement par des brutalités policières, notamment parmi les noirs ou les humbles ? Pourquoi ne parle-t-on pas des brutalités policières lors des manifestations qui ont eu lieu ces jours-ci aux États-Unis, dans les universités, qui ont été pacifiques, totalement pacifiques, en faveur de la cause palestinienne et contre le génocide commis par Israël, soutenu par les États-Unis États-Unis, contre le peuple palestinien ? Et quelle a été la réponse du Gouvernement des États-Unis à ces événements ? Répression policière, maltraitance des étudiants, maltraitance même des enseignants, avec des bottes au cou des gens. Nous avons vu des scènes d'un enseignant, aujourd'hui âgé, soumis, réduit, humilié à terre. Cela n'arrive pas à Cuba, cela n'arrive pas à Cuba !

Pourquoi les manifestations qui ont eu lieu dans d'autres pays européens, au cours desquelles des manifestants ont également été abattus ou au cours desquelles en moins de deux jours il y a eu plus de 3 000 prisonniers et qui étaient des manifestations pacifiques, n'ont-elles pas été critiquées ? Pourquoi ceux de Cuba sont-ils ceux qui sont amplifiés et pourquoi sont-ils ceux qui prennent ces dimensions ?

Par exemple, je vous dis que le 17 mars, nous étions en contact direct avec les trois lieux où se déroulaient les manifestations sociales, vers sept heures du soir tout était en ordre complet et, en plus, ce jour-là dans le pays il y avait des activités différentes dans à laquelle les gens participaient dans le cadre d'un dimanche, et toujours à une heure du matin, les plateformes médiatiques enivrantes disaient que dans tout Cuba il y avait une protestation massive : un mensonge total, une calomnie, une construction.

Je dis, Ramonet, que peut-on attendre d'un gouvernement de la principale puissance du monde qui, pour attaquer un pays, son seul péché peut être qu'il veut l'autodétermination, l'indépendance, la souveraineté et qu'il veuille construire un modèle différent de Qu'est-ce que le gouvernement des États-Unis veut vous imposer, dans le cadre de sa politique hégémonique, pour que ce pouvoir ait recours à un blocus brutal pendant tant d'années et que pour renverser la Révolution, il doive recourir au mensonge ? C'est tellement pervers, ces constructions sont tellement vulgaires.

Je dis, si nous avons tellement tort, si nous sommes si inefficaces, si nous avons vraiment échoué, ne m'appliquez aucune sanction, laissez-moi tomber. Mais non, je sais que l'exemple de Cuba, et je vous le dis sans aucune expression de vantardise, encore moins sans aucun chauvinisme cubain..., nous savons ce que nous représentons comme exemple pour l'Amérique latine, les Caraïbes et pour le monde, parce qu'on voit constamment Combien de personnes dans le monde ont fait de la solidarité avec Cuba le centre de leur vie, et ce n'est pas par plaisir, c'est parce qu'il y a un exemple, parce qu'il y a de la confiance, parce qu'il y a une lumière qui guide , avec lequel nous assumons un énorme engagement , car nous ne pouvons pas décevoir cela. C'est la seule chose qui explique pourquoi un gouvernement aussi puissant doit recourir à ces pratiques pour tenter de soumettre un petit pays.

Image not found or type unknown

Ignacio Ramonet.- Vous avez commencé, dans une certaine mesure, avant que le COVID-19 ne se propage dans le monde.

Miguel M. Díaz-Canel.- Préparez-vous avant l'arrivée du premier cas. Cela signifiait former notre personnel aux expériences du monde, étudier la maladie et d'autres choses que je vais vous expliquer

maintenant, qui sont aussi des expériences et qui en découlent ; mais le concept qui englobe le plus ce que nous avons fait et l'apprentissage est cette vision du général d'armée, qui disait : préparer une stratégie, préparer un programme, préparer un plan pour faire face à la maladie.

Deuxièmement, la coopération internationale. Nous avons immédiatement envoyé des brigades médicales cubaines dans plus de 46 pays, où se trouvait à l'époque, dans certains d'entre eux, l'épicentre de la maladie.

Ignacio Ramonet.- En Italie, en Lombardie.

Miguel M. Díaz-Canel.- L'Italie, par exemple, en Lombardie. Cela nous a permis de soutenir ces gens, de les aider, de coopérer.

Ignacio Ramonet.- Et apprendre.

Miguel M. Díaz-Canel.- Mais nous avons aussi appris, nous avons appris !

Je me souviens que nous avons pour habitude de les rencontrer chaque fois qu'une brigade revenait et qu'ils nous faisaient part de toutes ces expériences, et nous intégrions toutes ces expériences dans le plan.

Troisièmement, développer un réseau de laboratoires de recherche moléculaire, de biologie moléculaire, qui deviennent des éléments importants pour pouvoir traiter tous les échantillons, qui dans les cas de ces épidémies sont massifs à un certain moment, surtout lorsque la pandémie culmine ; mais lorsqu'il n'y a pas de pics pandémiques, cela devient la possibilité d'avoir des références, des données avec des échantillons pour connaître les niveaux de propagation de la maladie.

Le rôle de l'épidémiologie en tant que science au sein du système de santé, car nombre de ces maladies doivent également être confrontées à des concepts...

Ignacio Ramonet.- Ils ont une logique particulière.

Miguel M. Díaz-Canel.- Une logique épidémiologique : comment la transmission est coupée, comment elle est évitée, comment elle fonctionne ; le travail global de toutes les organisations de la société et en particulier le lien, dans le cas cubain, du système de santé – qui est un système robuste, il faut le dire, au milieu de la situation actuelle, sachez que nous sommes confrontés au COVID- 19, comme je vous l'ai dit,

au milieu du blocus intensifié et déjà inclus dans la liste des pays parrainant le terrorisme, le lien et l'articulation du système de santé avec l'agence cubaine de réglementation des médicaments, CECMED, et avec l'industrie biopharmaceutique, parce que Donc ça raccourcit les délais des essais cliniques, ça donne la capacité de faire des essais cliniques, ça donne la capacité de générer de nouveaux médicaments ou de proposer l'utilisation de médicaments existants pour perfectionner les protocoles de prise en charge de la maladie.

Le système de gestion basé sur la science et l'innovation. C'était un rôle fondamental, nous avons systématisé une réunion, que nous tenons encore, tous les mardis à 14 heures ou 15 heures, en général, avec les experts, les scientifiques et les institutions qui ont travaillé pour faire face au COVID-19, tout un groupe de la recherche scientifique est venue de là. Ici, il y avait un programme de plus d'un millier d'investigations scientifiques, de sujets de recherche scientifique ; évaluation des résultats de ces recherches, et de là est née la génération de nos vaccins.

Je me souviens que lorsqu'on a commencé à avoir le pic pandémique avec la souche Delta, et qu'on a vu que les mécanismes de distribution des vaccins dans le monde étaient totalement inégaux et favorisaient les riches et non les pauvres...

Ignacio Ramonet.- En plus, il fallait les acheter.

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous avons dû les acheter et nous avons demandé à nos scientifiques : « Nous avons besoin des vaccins cubains pour avoir la souveraineté et faire face à cela ». Et après trois mois, il y avait le premier candidat vaccin, plus tard nous connaissons l'histoire : cinq candidats vaccins, aujourd'hui trois sont des vaccins bien prouvés en termes d'efficacité et d'efficacités ; Deux autres sont encore en essais cliniques, et ce seront des vaccins très prometteurs, et depuis que nous avons commencé à les appliquer... Ah !, c'est une autre leçon : vous avez peut-être la capacité de générer des vaccins, ce qui n'est pas très courant, non plus de dix pays ont pu produire leurs vaccins, aucun du Sud.

Ignacio Ramonet.- Certaines puissances n'y sont pas parvenues.

Miguel M. Díaz-Canel.- Il y avait des puissances qui n'y sont pas parvenues, et nous avons partagé et transféré cette technologie à d'autres pays et nous l'avons partagée avec d'autres nations.

Il s'agit d'avoir la capacité de fabriquer ses vaccins, mais aussi d'avoir la capacité de faire face à une campagne de vaccination de masse dans un court laps de temps. Nous avons administré 40 millions de doses de vaccins en moins de deux ans, pour cela nous devons avoir un système organisé au niveau social, au niveau communautaire, car non seulement on vaccinait dans les polycliniques, mais il y avait des institutions comme les écoles où les cliniques de vaccination étaient presque organisées et où se trouvait le personnel de santé, mais en collaboration avec les institutions sociales pour réaliser cette vaccination.

Ignacio Ramonet.- Et cela au milieu de ce blocus intensifié que vous avez décrit précédemment.

Miguel M. Díaz-Canel.- Il y a une information que je n'ai pas, je pense que pour nous, dans ces conditions, il était impossible de la calculer. Quand j'ai vu et étudié – à l'époque on étudiait beaucoup ce qui se passait dans le monde avec le COVID-19 – les milliards qui étaient donnés aux laboratoires pharmaceutiques pour développer la recherche, je vous assure qu'on ne pouvait pas y mettre plus de 50 millions. . nos institutions scientifiques.

Bien sûr, vous me dites : « Ce n'est pas possible », c'est ce que je vous ai expliqué auparavant, toute la connaissance.

Ignacio Ramonet.- Tout l'appareil fonctionne ici...

Miguel M. Díaz-Canel.- Tout le développement passé était un produit de l'idée visionnaire du Commandant en Chef, qui a ensuite connu une transformation lorsque le Général de l'Armée, ce qui avait été également un système budgétisé du Pôle Scientifique est devenu un système puissant cercle fermé entreprise de production de médicaments et en particulier de médicaments biotechnologiques.

Ignacio Ramonet.- Et pour l'exportation aussi.

Miguel M. Díaz-Canel.- Si toute cette préparation n'avait pas existé, nous n'aurions pas pu y faire face, et les vaccins ont sauvé le pays ! Alors qu'on avait vacciné plus de 60 % de la population avec une seule dose, le pic pandémique est immédiatement tombé.

Ignacio Ramonet.- Il a parcouru le virage du...

Miguel M. Díaz-Canel.- Après l'ouverture des frontières du pays, la souche Ómicron est entrée, ce qui a provoqué des pics pandémiques plus élevés dans le monde, à Cuba un tiers du pic pandémique précédent et cela n'a duré que deux ou trois semaines, car le niveau L'immunité de notre peuple face aux effets du vaccin était élevée.

Ignacio Ramonet.- Il était grand.

Miguel M. Díaz-Canel.- Donc, ce sont d'autres apprentissages.

Le rôle des sciences sociales, car face à un problème comme une épidémie...

Ignacio Ramonet.- COVID-19, la même épidémie.

Miguel M. Díaz-Canel.- Que l'on ne peut pas seulement y voir un problème de santé, il y a des effets psychologiques, la société évolue différemment, dans d'autres conditions, dans des conditions d'isolement ou de distance physique, comment on prend soin des personnes avec moins de possibilités, plus vulnérables. Tout cela a donné lieu à des propositions.

Ignacio Ramonet.- Ensuite, aussi la mortalité, avec ce que cela affecte.

Miguel M. Díaz-Canel.- Tout cela a impliqué des analyses et des propositions des sciences sociales, qui ont été intégrées dans tout ce système.

Informations honnêtes, claires, opportunes et systématiques. Chaque jour, il y avait un espace dans nos médias où même l'un de nos épidémiologistes les plus brillants devenait un leader d'opinion.

Ignacio Ramonet.- Il est devenu une personnalité populaire.

Miguel M. Díaz-Canel.- Chaque jour, il expliquait ce qui se passait, combien de décès il y avait, combien de cas d'admissions, comment les taux augmentaient ou diminuaient et quels étaient les comportements.

Ignacio Ramonet.- Cuba a démontré ou confirmé à cette époque que malgré toutes les difficultés dont nous avons parlé ici, elle était une puissance en termes de santé. Quelles annonces pourriez-vous faire à l'humanité sur les contributions que pourraient annoncer les scientifiques cubains ?

Miguel M. Díaz-Canel.- À l'heure actuelle, sur la base de ces enseignements, qu'avons-nous proposé ? Un recueil d'expériences et d'apprentissages a été préparé, et nous concevons un exercice, que nous allons réaliser au niveau national, pour inclure ces apprentissages dans notre système de santé.

Deuxièmement, le programme avec le concept d'une seule santé est défendu et a déjà été présenté dans ces mêmes réunions que nous organisons systématiquement, qui relie tout ce qui concerne le diagnostic, le traitement d'urgence et toute l'analyse globale des maladies.

Parmi les apprentissages, il y a des choses qui nous ont confirmé des idées, par exemple, le rôle des soins primaires, également conçu par Fidel avec le concept du médecin de famille.

Ignacio Ramonet.- Du quartier, de la famille.

Miguel M. Díaz-Canel.- La COVID-19 a confirmé l'utilité des soins primaires, et nous mettons désormais à jour les enseignements tirés de la COVID-19 au sein des soins primaires.

Nous continuons à développer la capacité de diagnostic. Nous, en plus d'utiliser les PCR et cela, sommes venus, au moment du COVID-19, concevoir avec nos institutions scientifiques nos propres mécanismes de diagnostic et techniques de diagnostic qu'elles ont également soutenus.

Nous avons continué et pouvons partager avec le monde les études sur les conséquences laissées par le COVID-19. Le problème n'est pas seulement de faire face à la maladie, il ne s'agit pas de sauver des vies, il s'agit de savoir comment garantir la qualité de vie à ceux qui ont été patients du COVID-19, et il existe un groupe de recherche.

Ignacio Ramonet.- Ceux qui ont survécu à la maladie.

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous avons maintenu le développement du système de science et d'innovation que nous appliquons dans le contexte du COVID-19, c'est pourquoi nous maintenons des réunions et certains sujets sont analysés et mis à jour chaque semaine.

Je veux vous dire qu'il y a des avancées importantes, le moment viendra de les annoncer, on attendra les résultats cliniques ; Mais il existe des avancées importantes dans l'étude de nombreuses maladies et, surtout, des solutions thérapeutiques avec des médicaments biotechnologiques et des techniques avancées pour les maladies, pour différents types de cancer. Nous travaillons – notre population a vieilli – sur les questions de la maladie d'Alzheimer, de la maladie de Parkinson, sur des études sur un groupe important de maladies dégénératives, c'est-à-dire qu'il existe un large éventail de résultats scientifiques qui, je pense, auront un impact au niveau du pays. continuer à renforcer la qualité de la santé cubaine mais aussi au niveau international.

En ce moment, avec les licences que le gouvernement des États-Unis nous a accordées dans le cadre du renforcement du blocus, nous menons, en collaboration avec des institutions nord-américaines, deux essais cliniques importants : celui d'un vaccin contre le cancer du poumon que nous avons déjà testé à Cuba. , qui a de très bons résultats, et l'étude d'un essai clinique a récemment été autorisée concernant le médicament Heberprot-P, qui est un médicament qui aide les personnes souffrant de diabète, dans le

traitement des ulcères du pied diabétique, à des niveaux impressionnants, comment il parvient à guérir l'ulcère du pied diabétique et à éviter l'une des choses les plus désagréables pour une personne, à savoir l'amputation. Aujourd'hui, dans le monde, une amputation coûte des milliers de dollars dans n'importe quel pays et, en outre, il existe de nombreux patients diabétiques, de nombreux patients dont la solution à l'avancée progressive de cette maladie est malheureusement l'amputation. Ce sont aussi des résultats importants.

Ignacio Ramonet.- Je pense que ces paroles seront largement commentées, c'est-à-dire qu'elles donneront beaucoup d'espoir à de nombreuses personnes dans le monde, et nous espérons que la science cubaine parviendra à ces résultats, Monsieur le Président.

Miguel M. Díaz-Canel.- Que la science cubaine parvienne à percer ces mystères. Et nous travaillons également sur des recherches pour développer un vaccin contre la dengue.

Ignacio Ramonet.- Il existe un vaccin japonais contre la dengue.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ici, ce sur quoi nous travaillons est un vaccin, il y a environ quatre souches, il y a plusieurs souches de dengue, qui ne fonctionne pas seulement sur une souche mais fonctionne sur tous les types de dengue qui existent.

Ignacio Ramonet.- Excellent!

Monsieur le Président, la dernière question de ce bloc concerne l'économie et la technologie.

Vous êtes un défenseur de l'usage de la technologie, et nous savons tous que la technologie, l'intelligence artificielle, la numérisation transforment nos sociétés. Vous avez opté notamment pour l'informatisation de la société cubaine. Pourriez-vous nous dire comment avance ce projet et ce que l'informatisation de la société apporte aux citoyens cubains ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous avons défini trois priorités de gestion gouvernementale, qui sont : dans un premier temps, l'informatisation de la société, dont nous avons maintenant avancé le concept et l'avons porté à la transformation numérique de la société, cela semble pareil mais pas de même, la question n'est pas seulement de tout transférer sur les plateformes numériques mais d'avoir une conception de la vie et une manière d'agir numériquement. En d'autres termes, nous défendons la transformation numérique comme pilier de la gestion gouvernementale en conjonction avec la science, l'innovation et la communication sociale. Ce sont les trois piliers du gouvernement et sont très étroitement liés.

Ignacio Ramonet.- Dans le secteur financier, c'est également très important.

Miguel M. Díaz-Canel.- Notez que l'un des éléments que j'ai souligné comme apprentissage était la communication sociale ou institutionnelle qui s'est faite avec le COVID-19.

Donc, je dirais que la transformation numérique de la société est une réalité. Nous avons 7,7 millions de personnes enregistrées avec la téléphonie mobile et environ 8 millions qui ont accès à Internet, nous avons étendu les réseaux mobiles même si nous devons encore atteindre une plus grande couverture, cela est également dû au fait que cela nécessite des investissements dans la technologie et passe par tous ces problèmes, mais nous avons réussi à maintenir un niveau.

Ignacio Ramonet.- Cela coûte cher.

Miguel M. Díaz-Canel.- Aujourd'hui, nous sommes au-dessus de la moyenne mondiale.

Il y a eu un débat très actuel sur les thèmes de la transformation numérique, de l'intelligence artificielle et de l'économie numérique. Dans le cadre de tout ce débat, nous avons fondé il y a quelques années l'Union des informaticiens de Cuba, où sont également réunis tous les gens, les experts sur ces sujets et où l'on favorise également beaucoup de débats et aussi des sorties pour soutenir le processus de transformation numérique.

Dans les semaines à venir, la mise à jour de la politique de transformation numérique du pays, de l'agenda numérique du pays et de la politique d'utilisation de l'intelligence artificielle sera présentée au Conseil des ministres, ici avec une approche holistique, c'est-à-dire que nous ne voyons pas seulement l'intelligence artificielle pour les résultats qu'elle peut nous apporter dans les processus productifs des services à la population en termes d'efficacité, mais aussi sur les aspects éthiques et tout un ensemble d'éléments qui doivent être pris en compte autour de l'intelligence artificielle.

Nous réalisons la transformation numérique et nous apporterons également la contribution de l'intelligence artificielle dans les domaines suivants : dans le domaine du secteur productif des biens et services, car la transformation numérique et l'intelligence artificielle peuvent nous aider beaucoup à atteindre l'efficacité. dans les processus de production et de fabrication des services, surtout, lorsque nous devons faire face à une dynamique démographique dans laquelle le pays vieillit de plus en plus, nous devons donc chercher à rendre nos processus de production et de services plus efficaces, de sorte qu'avec moins de personnes, nous ayons plus la productivité au service du plus grand nombre, et donc l'automatisation, l'informatisation, la numérisation sont des outils qui donnent de bons résultats.

La numérisation a également touché le domaine de l'administration publique, car un élément important dans lequel nous développons la transformation numérique est le gouvernement électronique, ce qui signifie qu'il y a une interaction entre les citoyens et toute l'activité gouvernementale, ce qui garantit également de plus grands espaces de participation citoyenne au gouvernement. gestion. Nous avons

réussi, par exemple, à ce que toutes les municipalités du pays, toutes les provinces, tous les ministères et la plupart des institutions disposent de portails numériques ou de plateformes web avec lesquels ils interagissent avec la population.

Ces derniers temps, les projets de loi qui ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale ont pu auparavant être localisés sur des plateformes numériques, les critères de la population ont été collectés avec interaction et cela nous a amenés à l'Assemblée nationale avec des modifications. . qui renforcent et perfectionnent ce processus de création réglementaire.

Nous le rendrons bientôt public, il est prêt, les derniers résultats sont en cours, nous allons présenter le Portail des Citoyens Cubains. Ce sera une plateforme où le citoyen cubain pourra construire son profil et ainsi accéder à une multitude de procédures très importantes sans avoir à passer par des bureaux, sans papier et cela lui rendra la vie beaucoup plus réalisable.

En fait, beaucoup de ces procédures sont déjà présentes sur les plateformes de certaines organisations et institutions, mais désormais vous aurez sur une seule plateforme avec votre profil la possibilité de toutes ces procédures et, en plus, de nombreuses informations à la population dans le cadre de ça; Qu'on puisse rechercher n'importe quel doute qu'on a sur un processus, sur une procédure, sur une loi, sur un certain problème, on peut y travailler, et ce sera un autre pas en avant dans ce sens.

Nous accompagnons tout ce processus de transformation numérique et d'utilisation de l'intelligence artificielle avec le développement de la cybersécurité, pour éviter les cyberattaques, pour avoir de la sécurité sur toutes ces plateformes.

De manière très créative, et ce sont des choses qui nous impressionnent constamment, en particulier l'activité des jeunes, notre pays dispose aujourd'hui de toute une série d'applications informatiques, d'applications mobiles développées localement par des Cubains, qui fonctionnent parfaitement, nous avons même une variante dans notre boutique, qui est une application appelée Apklis, où vous pouvez télécharger des applications cubaines et des applications d'autres endroits, mais elles sont là, il y a plusieurs applications cubaines, beaucoup d'entre elles sont en train de devenir une référence pour la Ville.

Nous avons des systèmes d'exploitation cubains, nous avons des conceptions et des productions encore limitées en raison de problèmes de financement, du matériel informatique cubain, des ordinateurs portables, des tablettes, des PC.

Ignacio Ramonet.- Il y a la robotisation.

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous avons également des expériences en matière de robotisation. Nous pouvons donner un de ces exemples lors du COVID-19. Lorsque le COVID-19 a frappé, nous avons voulu agrandir les salles de soins intensifs pour éviter que les hôpitaux ne s'effondrent, et chaque fois que nous allions chez une entreprise pour acheter des ventilateurs pulmonaires, elle nous les refusait, à cause des lois de blocus. Nous avons confié la tâche à un groupe de jeunes scientifiques d'une de nos institutions, et les prototypes ont été réalisés et aujourd'hui ce sont des ventilateurs pulmonaires de haute performance, avec des niveaux de numérisation, je vous le dis, brillants, excellents. Confirmé son utilisation, sa qualité par les meilleurs experts en soins intensifs, en anesthésie de notre pays, par un personnel médical hautement qualifié, et je vous dis que c'est une autre de la fierté que l'on ressent en tant que Cubain, que l'on exige quelque chose de notre scientifique. personnel., en eux les jeunes, et qu'il y a des réponses immédiates, mais des réponses élevées, c'est-à-dire des réponses qui sont au niveau de tout développement au niveau international.

Ignacio Ramonet.- Intelligence artificielle, développez-vous vos propres applications ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Oui, nous avons nos propres plates-formes en cours de développement, nos propres applications, nos propres conceptions à intégrer dans les processus de production et de service.

Ignacio Ramonet.- Travaillez-vous sur l'informatique quantique ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Aussi. Bien sûr, l'acquisition d'ordinateurs quantiques implique déjà tous ces problèmes, mais nous avons la préparation.

Ignacio Ramonet.- Vous avez les spécialistes.

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous avons la préparation, nous avons formé des spécialistes, il y a tout un niveau de connaissance, de mise à jour et d'échange international.

Ignacio Ramonet.- Pensez-vous qu'un travail pourrait être fait dans le cadre de l'intégration latino-américaine sur ces questions particulières ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Je pense que oui, c'était une des choses que nous avons proposées.

Aujourd'hui, alors que nous étions à l'anniversaire de l'ALBA et du Sommet de l'ALBA, au Venezuela, la nécessité de créer des plateformes qui intégreraient l'Amérique latine et les Caraïbes, les pays de l'ALBA, en relation avec la question de la numérisation et de l'intelligence artificielle, a été soulevée.

Nous avons modestement déclaré que nous étions prêts à coopérer avec les développements que nous avons dans le pays.

Ignacio Ramonet.- Même avec des unités d'enseignement, n'est-ce pas ? Surtout des universités spécialisées.

Miguel M. Díaz-Canel.- Unités d'enseignement, préparation, participation à des projets communs ; rendre également nos applications disponibles dans le reste des pays. C'est l'une des choses qui ont déjà un effet.

Nous avons entamé un processus bancaire, c'est-à-dire de numérisation du secteur bancaire cubain, qui est lié à ces choses que nous réalisons.

Image not found or type unknown

Ignacio Ramonet.- Cela contribue également financièrement à la disparition de l'argent matériel, qui doit être fabriqué, transporté, acheté.

Miguel M. Díaz-Canel.- Espèces. Nous avons également de nombreuses applications dans les systèmes de géoréférencement de processus, de géolocalisation de processus ; le travail d'estimation des récoltes grâce à l'utilisation de ces technologies.

Il existe un énorme désir de connaissance et de développement chez les jeunes scientifiques et professionnels cubains.

Photo. Alexandre Azcuy

Ignacio Ramonet.- Ici, nous allons marquer une pause, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, nous allons aborder le deuxième bloc de notre entretien, qui concerne les questions sur l'économie, nous allons poser essentiellement quatre questions.

La première est la suivante : j'aimerais savoir quelle évaluation vous faites de l'état actuel de l'économie cubaine et quelles mesures votre gouvernement prend pour faire face à certains des défis actuels, en plus évidemment du blocus, comme, par exemple, par exemple, l'inflation, dont vous avez déjà abordé une partie ; la dollarisation partielle qui se produit, ainsi que le manque d'investissements directs étrangers importants.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ramonet, je pense qu'une partie de la question, comme réponse, a été avancée lorsque nous avons décrit ce que signifiait le blocus, car c'est précisément ce blocus qui donne naissance à la nouvelle situation économique, qui est la un décrit.

En d'autres termes, pour résumer, pour se concentrer davantage sur ce que nous allons faire pour surmonter cette situation, il faut dire que c'est une économie qui fonctionne aujourd'hui dans des conditions de complexité et où il existe tout un ensemble de déséquilibres économiques.

Alors, pour y faire face, que propose-t-on ? Premièrement, un programme de stabilisation macroéconomique a été conçu, qui sera développé sur une période prolongée, disons jusqu'en 2030, et qui devra être constamment ajusté pour atteindre les équilibres macroéconomiques dont le pays a besoin dans les plus brefs délais. Il y aborde les problèmes de l'inflation, les problèmes du marché des changes et, bien sûr, le taux de change ; aborde la politique monétaire, la politique fiscale, les incitations à la production nationale et aux exportations ; Il porte également des éléments sur les salaires, les retraites, l'emploi et toute la réorganisation que nous devons faire du système économique, et les politiques qui ont à voir avec l'utilisation de nos finances, avec l'allocation des ressources, avec le rôle de l'entreprise publique. , avec la relation entre l'entreprise publique et le reste des acteurs économiques.

Maintenant, cela part de plusieurs prémisses. L'une des prémisses est que nous recherchons des moyens de stimuler la production nationale, car en stimulant la production nationale, nous gagnons en

souveraineté économique ; En stimulant la production nationale, nous pouvons également satisfaire les besoins internes du pays, de sorte que le marché intérieur devienne une source de développement.

Ignacio Ramonet.- Pensez-vous avant tout à l'agriculture, par exemple, pour la souveraineté alimentaire ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous parlons précisément d'elle.

Nous pouvons produire une part importante de la nourriture dont le pays a besoin et importer moins de nourriture. Aujourd'hui, nous devons disposer de plus de 2 milliards de dollars pour importer de la nourriture, et ce n'est pas parce que vous investissez de l'argent que vous importez toujours la même quantité, voire plus ; Au contraire, vous importez moins parce que les prix augmentent et les frais de transport augmentent.

En outre, grâce à cette augmentation de la production nationale et à l'efficacité de cette production nationale, nous obtenons également une compétitivité dans les exportations pour gagner des devises étrangères et rendre cette production nationale durable.

Nous portons cette conception de stimulation de la production nationale et surtout de l'agriculture, non pas à l'échelle du pays, mais plutôt à l'échelle du pays qui se construit à partir de l'échelle locale : comment chaque commune dispose d'une autosuffisance communale, comment chaque province a un programme d'autosuffisance pour la province, et que tous ces efforts et toutes ces constructions de la communauté, du quartier, de la municipalité, de la province, atteignent le pays et stabilisent la situation alimentaire du pays.

Pour cela, nous avons développé une politique de souveraineté alimentaire et il existe une loi sur la souveraineté alimentaire.

Ignacio Ramonet.- Est-ce que ça donne des résultats ? Voyez-vous les résultats ?

Miguel M. Díaz-Canel.- J'ai une expérience. Depuis janvier, nous visitons chaque mois toutes les provinces du pays et dans chaque province, nous visitons chaque mois une municipalité différente.

Qu'avons-nous observé ? Nous avons observé de bonnes expériences où les syndicats et les groupes de travailleurs, avec le leadership dont ils disposent, font les choses différemment et dans des conditions de blocus intensifié, comme tous les autres, trouvent des réponses à ce que nous devons réaliser, y compris beaucoup d'entre elles au niveau de la production alimentaire. J'ai vu des choses très intéressantes en ce sens.

Ignacio Ramonet.- Cela pourrait être étendu à d'autres endroits du pays.

Miguel M. Díaz-Canel.- Aha, mais disons qu'aujourd'hui ce sont des exceptions.

Ainsi, nous avons d'autres endroits que nous avons également visités où les performances ne sont pas adéquates, et où les groupes sont peut-être plus dépassés par le poids des restrictions du blocus et non par la pensée que nous voulons développer, qui est la pensée de résistance créatrice. : « À cause du blocus, je suis affecté dans ceci et cela, mais dans des conditions de blocus, je peux faire ceci, ceci, cela et surmonter et avancer. »

Ce que nous voulons, c'est que ceux qui sont inspirants, inspirés par l'exemple de ceux qui font les choses différemment, acquièrent cette expérience et obtiennent de meilleurs résultats, et alors ce qui est aujourd'hui l'exception devient la règle.

Pero ya hay una cosa interesante, porque, te digo, estas convicciones y estos criterios que estoy compartiendo contigo no son una convocatoria ni es una propaganda nuestra, es que uno lo tiene como convicción precisamente por lo que está apreciando en esas visitas a cada lugar del país.

Ainsi, par exemple, lors des tournées de mars et avril, qu'avons-nous commencé à observer, que les lieux qui ont fermé en 2023, l'année dernière, avec des représentations improductives, non rentables et inefficaces, commencent à sortir de cette situation et commencent à se rapprocher pour ça. Maintenant, que devons-nous réaliser ? Que cette transformation soit durable dans le temps. Je pense que les réponses sont là, nous les avons nous-mêmes.

Que leur dit-on plus tard quand on partage avec les directions des territoires ? Il faut amener celui qui ne le fait pas bien aux concepts de celui qui le fait bien, ils ont l'expérience là-bas.

Il est très stimulant de voir que dans toutes les régions du pays il y a des choses qui n'ont pas encore les niveaux productifs d'activités, de contributions dont nous avons besoin, mais il y a aussi des lumières dans ces exemples.

Ignacio Ramonet.- Les réformes législatives nécessaires ont été réalisées par l'État pour faciliter la nouvelle production.

Miguel M. Díaz-Canel.- Nous devons encore garantir que l'entreprise publique puisse fonctionner dans les mêmes conditions dans lesquelles travaille le secteur non étatique, mais aujourd'hui l'entreprise

publique dispose d'un ensemble de pouvoirs qui lui ont été attribués, qui n'a toujours pas été possible. Ils sont bien utilisés. Dans la mesure où elle sera exploitée par une culture d'entreprise plus avancée et plus flexible, elle aura sans aucun doute un impact.

Donc, un concept fondamental : la science et l'innovation. Un pays pauvre comme le nôtre, avec peu de ressources naturelles mais avec beaucoup de talent, a une construction que le Commandant en Chef a fondée, à laquelle le Général d'Armée a donné une continuité et qui continue de s'étendre et de s'actualiser au milieu de ces conditions : que les réponses Nos problèmes doivent être recherchés dans la recherche scientifique, en amenant tout cela à l'innovation. C'est pourquoi nous avons opté pour un système de gestion gouvernementale basé sur la science et l'innovation, applicable dans tous les domaines. C'est ainsi que nous avons affronté le COVID-19 et maintenant nous l'appliquons au domaine de l'agriculture, au domaine de l'industrie, à la question de la production alimentaire.

Une attention particulière est également portée aux personnes et aux familles en situation de vulnérabilité. Chacune des mesures que nous allons appliquer doit avoir un traitement pour que les personnes vulnérables et les familles en situation de vulnérabilité ne soient pas affectées, car notre objectif n'est pas de créer davantage d'inégalités ; Il s'agit au contraire de réduire l'écart des inégalités, et que nous sommes capables de produire, conscients que la richesse que nous sommes capables de générer est celle que nous pouvons distribuer et que nous allons la distribuer avec justice sociale.

Ignacio Ramonet.- Monsieur le Président, parmi les changements survenus dans l'économie cubaine ces dernières années, il y a l'émergence d'un espace d'économie de marché, n'est-ce pas ? Cette tendance s'est particulièrement développée récemment avec le développement des micro, petites et moyennes entreprises, appelées ici MPME. Quelle évaluation faites-vous de ce phénomène qui transforme le tissu économique cubain ?

Miguel M. Díaz-Canel.- En ce sens, je crois que quelques éclaircissements doivent être apportés.

Premièrement, nous avons une économie planifiée qui prend en compte les signaux du marché, mais ce n'est pas une économie basée sur une pure économie de marché, il existe un concept de justice sociale où les lois du marché ne sont pas celles qui conduisent le développement économique, car avant tout nous pensons beaucoup en termes de personnes. Et l'efficacité de l'économie cubaine est parfois critiquée d'un point de vue purement économiciste, mais je dis : cette économie bloquée, qui ne satisfait pas encore tous nos besoins, maintient d'importantes acquis sociaux qui aujourd'hui à Cuba sont considérés comme un droit ; mais dans de nombreux endroits, ils ne constituent toujours pas une conquête. Je pense donc qu'il y a aussi un certain niveau d'injustice lorsqu'on évalue exactement le comportement de l'économie cubaine. D'une part, il s'agit d'une économie planifiée, mais qui prend en compte et reconnaît les signaux et les lois du marché.

De l'autre, le secteur des MPME. Premièrement, il existe des MPME publiques et des MPME privées non étatiques, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas uniquement d'un domaine du secteur privé. Et le secteur privé existait à Cuba, ici il s'est développé, car une partie importante de la production agricole est entre les

mains d'agriculteurs privés et de coopératives agricoles.

Il y a eu le travail indépendant, ce qui se passe, c'est qu'en l'absence de développement des MPME, dans le travail indépendant, le travail lui-même était confus et il générait déjà certaines articulations ou certaines relations qui étaient plus que du travail indépendant et elles sont devenues des organisations.

Ignacio Ramonet.- Oui, c'étaient déjà de petites entreprises avec des salariés.

Miguel M. Díaz-Canel.- Des entreprises de celles qui, même si elles n'étaient pas reconnues, travaillaient ainsi. En d'autres termes, ce que je crois, c'est que nous avons actualisé la situation que nous avons et qu'il a été proposé quelque chose de très cohérent, à savoir tirer parti de tout le potentiel du pays. Il s'agit donc d'une entreprise d'État qui doit jouer un rôle fondamental dans la construction socialiste, mais qui dispose d'un secteur privé en complément de l'activité économique.

Ignacio Ramonet.- Que représente actuellement ce secteur du marché privé ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Aujourd'hui, quand on parle de la dynamique des MPME, on dit : « Non, mais elles grandissent beaucoup ». Elles sont en croissance, c'est un processus relativement nouveau, et disons que nous avons déjà environ 10 000 MPME ; mais l'un de nos concepts, dans le cadre de la construction socialiste, est que les principaux moyens de production sont entre les mains de l'État et sont représentés par des entreprises d'État. Par conséquent, le plus grand poids de l'économie réside dans le secteur étatique, sans pour autant nier la contribution importante du secteur non étatique.

Je pense qu'il s'agit également d'un domaine relativement nouveau dans l'amélioration de notre système économique et social. Il s'agit maintenant de corriger certaines distorsions qui existent dans les relations entre l'entreprise publique et les entités étatiques avec les entités non étatiques, de manière à ce que chacun, en tant que partie d'un ensemble d'acteurs économiques de notre société, contribue et est inséré dans le Plan national de développement économique et social. Et c'est pourquoi, grâce aux échanges avec ce secteur non étatique, avec les échanges avec le secteur des affaires cubain, nous mettons actuellement à jour tout un ensemble de réglementations afin que cela fonctionne avec plus de cohérence et qu'il améliore réellement l'économie du pays grâce à la contribution de l'État et de la contribution de ce secteur non étatique.

Ici, nous insistons également pour que beaucoup de ces entreprises soient créées à partir du concept d'entreprises de haute technologie et d'entreprises innovantes, et que nous puissions les avoir dans le secteur public ; car l'une des caractéristiques des MPME, qu'elles soient publiques ou privées, est qu'elles sont des entreprises qui, de par leur conception, par leur mode de fonctionnement, s'adaptent plus rapidement aux changements et disposent de plus de capacités d'innovation.

Ignacio Ramonet.- Ils sont aussi plus petits.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ils sont plus petits, ils fonctionnent de manière plus flexible et, par conséquent, les contributions et la dynamique qu'ils peuvent apporter à l'économie sont très importantes.

Ignacio Ramonet.- Pensez-vous que ce secteur va continuer à se développer ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Je crois que ce secteur continuera à se développer, qu'il continuera à faire partie de notre réseau d'acteurs économiques et que ce sera un secteur qui ne sera pas un ennemi de la Révolution ; C'est un secteur qui va contribuer, car en plus c'est un secteur qui a été créé dans les conditions de la Révolution. Bien qu'il existe une intention très directe, comme nous le savons, du gouvernement des États-Unis d'essayer de transformer ce secteur en un secteur d'opposition à la Révolution.

Il existe aujourd'hui une énorme contradiction : il y a des sénateurs, des membres du Congrès, des leaders d'opinion aux États-Unis qui disent que nous ne devons pas soutenir le secteur public, mais que nous devons y investir de l'argent pour transformer les MPME en agents de changement. Il y en a d'autres qui disent que les MPME, puisqu'elles sont des monstruosité de l'État cubain pour obtenir une certaine façade, doivent être supprimées. Même eux-mêmes ont une contradiction, une contradiction qui n'est pas générée à Cuba, à Cuba ils font partie d'un tissu d'affaires nécessaire pour continuer à avancer dans la construction socialiste, impliqués et engagés dans le Plan national de développement économique et social, et attentifs aux fait qu'il n'y a aucune distorsion dans cet effort.

Ignacio Ramonet.- Président, nous allons parler du COVID-19, même si vous avez déjà dit quelques mots importants auparavant ; mais rappelons-nous que Cuba, grâce à ses scientifiques, grâce à ses industries biopharmaceutiques, était l'un des rares pays au monde à pouvoir vacciner l'ensemble de sa population avec ses propres vaccins, un exploit exceptionnel dans le cadre, surtout, d'un pays bloqué et aux ressources limitées. Quelles leçons avez-vous tirées de cette crise ? Il est également important de savoir quelles nouvelles contributions Cuba pourrait apporter au monde en termes de santé ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Ramonet, je pense que nous devons d'abord parler de la façon dont le monde a été secoué par le COVID-19 et que le monde devrait tirer les leçons du COVID-19. Je crois que la première leçon que le monde devrait tirer de la COVID-19 est que davantage de ressources, plus de financements et plus d'argent doivent être consacrés à la mise en place de systèmes de santé puissants dans tous les pays.

Ignacio Ramonet.-Public.

Miguel M. Díaz-Canel.- Public, résilient et pour tous et non pour une minorité.

D'un autre côté, la coopération internationale contre le COVID-19 est importante et non l'égoïsme. J'ai, peut-être un peu idéaliste – cela a à voir avec les convictions que l'on a, avec la formation au sein de la Révolution – aspiré qu'après le COVID-19, le monde serait plus solidaire, le monde coopérerait davantage, le monde allait se compléter mieux, et c'est le contraire qui s'est produit : le monde est entré dans la guerre, dans des sanctions accrues, dans des blocus, dans la construction de murs pour résoudre les problèmes internationaux.

Ignacio Ramonet.- Discours de haine, extrême droite.

Miguel M. Díaz-Canel.- Les discours de haine, toute la question des réseaux sociaux où il y a des meurtres de réputation, des brimades, des méchancetés, des mensonges, des calomnies et, surtout, ce que vous avez souligné : ce discours de haine, ce discours vulgaire, ce discours banal cela ne contribue pas à de meilleures relations au niveau international.

Cela nous montre que nous avons besoin d'un nouvel ordre économique international qui soit inclusif, qui garantisse l'équité et qui soit juste.

Ignacio Ramonet.- Qu'il soit solidaire.



Miguel M. Díaz-Canel.- Qu'il soit solidaire, ce qui est à l'opposé de l'ordre économique international actuel.

Qu'avons-nous appris du COVID-19 ? Une première leçon concerne l'enseignement que nous avons reçu du général d'armée Raúl Castro. Le COVID-19 était partout dans le monde, les premières nouvelles du COVID-19 commençaient déjà, il n'y avait pas encore de cas à Cuba – nous parlons de janvier 2020 – et le général d'armée nous a dit : nous devons immédiatement étudier ce qui se passe dans le monde et préparer un plan national pour faire face à l'épidémie. En d'autres termes, nous avons appris que nous devons avoir la capacité de concevoir un programme de travail global ou une stratégie pour faire face au COVID-19 qui impliquerait finalement toutes les institutions étatiques, les institutions sociales et le secteur non étatique de l'économie. , en tant que pays, nous avons supposé un plan/pays qui nous permettrait

d'avancer et de préparer les conditions pour faire face à cette situation. C'est un premier apprentissage, car nous, grâce à ce plan, grâce à cette stratégie, avons pu aller de l'avant.

Photo : Alejandro Azcuy

Ignacio Ramonet.- Monsieur le Président, nous allons aborder le troisième bloc de cette interview, il s'agit de politique internationale.

Depuis des années, Cuba a remporté une grande victoire à l'Assemblée générale des Nations Unies contre le blocus illégal des États-Unis contre son pays ; Mais il est évident que cette victoire n'a pas abouti à des résultats concrets : les États-Unis ne cèdent pas et ne lèvent pas le blocus. Quelles nouvelles initiatives pourriez-vous annoncer pour avancer vers la levée du blocus ? Je vous demande, par exemple, avez-vous essayé de parler directement avec le président Biden ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Ramonet, la vision que vous avez sur le sujet est vraie et elle appelle également quelques réflexions. Comment est-il possible que la principale puissance du monde, ou la puissance la plus puissante du monde, ne reçoive aucun soutien, un soutien minimum, uniquement de la part de l'État d'Israël ; Le reste des pays votent en faveur de Cuba par rapport à la résolution cubaine contre le blocus, qui est présentée année après année à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui l'année dernière était la 31<sup>e</sup> réunion au cours de laquelle la majorité a condamné le blocus, et là il n'y a pas de réponse ? Cela ne fait que démontrer l'arrogance de l'empire, et démontre – quelque chose que je dirais plus grave et dont tout le monde devrait tirer une leçon et une leçon – le mépris de ce que pense le reste du monde. C'est le mépris envers notre peuple, alors que le monde entier considère comme un fait honteux qu'un petit pays soit soumis à un blocus criminel et génocidaire, comme celui du gouvernement des États-Unis contre Cuba, qu'il fait la sourde oreille cette revendication.

Et, notez que cette affirmation ne s'exprime pas seulement dans le vote aux Nations Unies, il est de plus en plus fréquent que le nombre de pays, d'organisations de pays, de blocs régionaux et d'institutions internationales qui, année après année, approuvent également des résolutions contre le blocus ou des mesures condamnant le blocus. De plus en plus de dirigeants de pays se prononcent contre le blocus à l'Assemblée générale des Nations Unies. Par exemple, lors de la dernière Assemblée générale des Nations Unies où la question du blocus a été débattue, 44 dirigeants des pays du monde se sont prononcés...

Ignacio Ramonet.- De toutes sortes d'idéologies.

Miguel M. Díaz-Canel.- De toutes sortes d'idéologies, ils se sont prononcés contre le blocus, par exemple l'Union africaine, le Groupe des 77, la CELAC, l'ALBA, tous sont des blocs régionaux. Un groupe d'institutions, y compris celles qui formulent des recommandations au rapport du Secrétaire général des

Nations Unies, soutenant la position de Cuba contre le blocus. Et il y a de plus en plus d'événements, je dirais quotidiennement, d'activités de protestation contre le blocus qui ont lieu jour après jour, semaine après semaine, week-end après week-end, dans le monde. Nous avons enregistré plus de 2 000 manifestations de soutien à Cuba, dans ce sens, rien que l'année dernière, et au cours des mois qui ont passé cette année, il y a eu d'innombrables moments de soutien contre le blocus.

Nous avons fait comprendre, par des moyens directs et indirects, à l'administration actuelle du gouvernement des États-Unis que nous étions disposés à nous asseoir autour d'une table dans des conditions égales, sans imposition ni conditions, pour parler de toutes les questions qui doivent être abordées. discuté de la relation entre Cuba et les États-Unis, de tous les sujets qu'ils souhaitent aborder ; mais sans conditions et dans des conditions égales.

Parce qu'en fin de compte, dans le blocus, il y a une relation, disons, unilatérale : Cuba n'a pas affecté les États-Unis, Cuba n'a pris aucune mesure contre le gouvernement des États-Unis ; C'est le gouvernement des États-Unis qui a imposé unilatéralement le blocus, c'est donc le gouvernement des États-Unis qui doit lever unilatéralement le blocus. Nous ne demandons pas de faveurs et nous ne devons faire aucun geste pour faire lever le blocus, c'est simplement un droit du peuple cubain. Un droit du peuple cubain de pouvoir se développer dans un environnement de paix, d'égalité, sans mesures coercitives, sans impositions, et nous le voulons ; mais le Gouvernement des États-Unis n'a jamais répondu à cette question.

Ignacio Ramonet.- Cette administration actuelle ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Cette administration actuelle.

Nous sommes convaincus que cette administration actuelle n'a aucune volonté de changer la situation à l'égard de Cuba, notamment parce qu'elle a donné la priorité à sa politique en faveur des intérêts d'une minorité, à savoir la mafia cubano-américaine, qui réside en Floride, ce qui éloigne les possibilités d'avoir une relation comme nous voulons avoir. Avec des différences idéologiques, que nous aurons toujours, mais une relation civilisée entre voisins, où il pourrait y avoir une coopération, des échanges économiques, commerciaux, scientifiques, financiers, culturels, dans tous les domaines de la vie. Il pourrait s'agir d'une relation normale, comme celle que les États-Unis entretiennent avec un autre groupe de pays qui ne partagent pas non plus leurs positions.

Ignacio Ramonet.- Des pays qui furent aussi de grands adversaires.

Miguel M. Díaz-Canel.- Grands adversaires. Alors pourquoi cette cruauté envers Cuba ?

Et nous avons exprimé notre volonté, car en plus, nous faisons la différence, nous n'avons rien contre le peuple américain, c'est une question qui concerne le gouvernement des États-Unis.

Ignacio Ramonet.- Comment expliquez-vous que le président Biden, qui a été vice-président d'Obama pendant deux mandats et qu'Obama ait un peu changé l'atmosphère, disons, des relations, les relations aient été rétablies, a-t-elle cette position ?

Miguel M. Díaz-Canel.- C'est inexplicable.

Obama a commencé à construire une relation différente.

Ignacio Ramonet.- La femme de Biden était à Cuba, elle a eu une très bonne liste d'expériences, car elle est enseignante, comment l'expliquez-vous ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Cela explique seulement qu'aux États-Unis, la question n'est pas une question de partis, un démocrate agit de la même manière qu'un républicain. Il y a un complexe militaro-industriel, il y a une autre construction de pouvoir derrière lui, dans l'ombre, qui est ce qui décide des positions du gouvernement des États-Unis, qui sont les positions impériales. Et il y a cette situation de subordination d'un groupe d'intérêts, notamment en matière électorale, aux positions de la mafia cubano-américaine.

Ignacio Ramonet.- Et avez-vous l'espoir que les prochaines élections changeront cette situation, modifieront cette situation ?

Miguel M. Díaz-Canel.- J'aimerais qu'ils changent et j'aimerais que nous puissions avoir l'espace pour discuter face à face de toutes nos positions et qu'il y ait un autre type de relation et que le blocus soit levé ; mais ma conviction est que nous devons surmonter le blocus par nous-mêmes, avec nos capacités, avec notre travail, avec notre talent, avec notre intelligence et avec nos efforts, et ce serait la meilleure réponse à cet entêtement à maintenir ce blocus génocidaire pendant des années. tant d'années contre notre peuple.

Ignacio Ramonet.- En particulier, ce qui est surprenant, c'est que Biden ait maintenu la liste des pays qui aident le terrorisme, que Trump avait adoptée quelques minutes avant de quitter la Maison Blanche.

Miguel M. Díaz-Canel.- Tout, il a tout maintenu.

Mais en plus, l'administration Biden a eu des expressions et des actions très perverses contre Cuba. Je vous ai parlé des ventilateurs pulmonaires dans le contexte du COVID-19. Dans le cas du COVID-19, notre usine de production d'oxygène médicinal est affectée, et lorsque nous sommes allés acheter de l'oxygène médicinal dans les pays de la région, où nous pourrions avoir le produit nécessaire dans le pays en moins de temps, le gouvernement des États-Unis a fait pression sur les entreprises. qui pourrait nous fournir de l'oxygène médicinal pour que cet oxygène n'atteigne pas Cuba, c'est un acte totalement criminel. Imaginez qu'en pleine pandémie, avec des salles de soins intensifs, avec des gens qui ont des problèmes respiratoires, que ces gens se voient refuser le service, qu'ils soient condamnés à mort. Nous avons dû déployer des efforts considérables, avec l'aide d'autres pays, pour surmonter cette situation.

C'est quelque chose qu'on n'oublie pas, Ramonet, c'était un acte tellement pervers. La façon dont ils ont manipulé la situation du COVID-19 à Cuba, alors qu'ils se trouvaient dans une situation plus complexe que la nôtre. Nous gérons mieux la réponse au COVID-19 que le gouvernement des États-Unis lui-même, qui possède de l'argent et de la richesse. Ils ont appelé SOS Cuba, toutes les manipulations médiatiques, tous les événements du 11 juillet.

Aujourd'hui, ils font preuve d'un tel cynisme qu'ils parviennent à affirmer qu'ils ne sont pas passés à un autre moment dans la relation avec Cuba à cause des événements du 11 juillet. C'est un énorme cynisme et un énorme mensonge par lequel ils veulent justifier leur position devant le monde.

Ignacio Ramonet.- Surtout ce que vous dites sur l'oxygène, ils prétendent que le blocus ne s'applique pas aux aliments ni aux médicaments, et évidemment cela montre que ce n'est pas vrai non plus.

Miguel M. Díaz-Canel.- Oui, le blocus s'applique à tout.

Ignacio Ramonet.- Il peut y avoir de l'espoir dans cette information dont nous disposons et qui circule en ce moment, à savoir que le président Biden annoncerait lors des primaires qui serait son vice-président, qui ne serait plus Kamala Harris, mais Soyez Michelle Obama. Pensez-vous que si c'était vrai, si cela se confirmait, cela laisserait-il un peu d'espoir ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Je pense qu'aujourd'hui tout est purement spéculatif, je pense qu'aujourd'hui, dans la situation aux États-Unis, dans la situation intérieure du pays, cela ne nous permet pas de prédire objectivement quel côté est favorable ou pas pour le vote de la population qui, en outre, est aujourd'hui très durement touchée par les événements de l'économie interne des États-Unis ; des sujets très domestiques comme la question de l'avortement ; des questions internationales telles que la Palestine, la question de la guerre en Ukraine. En d'autres termes, il y a tout un groupe de situations qui sont dans l'opinion du peuple américain, dans la vie du peuple américain, et je ne crois pas qu'aujourd'hui on puisse dire avec précision de quel côté un vote du peuple américain peut être sur. Il y a beaucoup d'indécis, il y a des positions au sein même des partis qui s'isolent du poste. Quoi qu'il en soit, une publicité d'une personne comme Michelle Obama pourrait avoir une lecture différente.

Ignacio Ramonet.- Monsieur le Président, vous revenez de Moscou où, en plus de participer à la cérémonie commémorative de la Victoire sur le nazisme, vous avez également participé à l'investiture du Président Poutine et avez pris la parole à la séance plénière du Conseil économique suprême eurasien. . Êtes-vous à la recherche de nouvelles alliances économiques ? Cuba envisage-t-elle de s'intégrer, d'une manière ou d'une autre, à la plateforme des BRICS ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Ce fut un voyage très intéressant, parce que c'était un voyage d'anniversaires, je dirais d'une certaine manière, n'est-ce pas ?, et d'événements intéressants et importants.

Premièrement, nous sommes arrivés à Moscou au moment où le président Poutine assistait à la cérémonie d'investiture, nous n'y étions pas invités et nous n'y avons pas participé, c'est-à-dire que c'était une cérémonie très interne.

Ignacio Ramonet.- Privé.

Miguel M. Díaz-Canel.- Très privé sur le pays, mais nous étions présents à ce voyage en Russie à l'invitation du président Poutine.

Nous avons donc participé pour la première fois en personne au Conseil suprême de l'Union économique eurasienne, car toutes les autres participations que nous avons eues au Conseil suprême dataient des années de COVID-19 et nous l'avions fait virtuellement grâce aux possibilités de vidéoconférence. . Il ne s'agit donc pas de conclure une nouvelle alliance, c'est une alliance dans laquelle nous participons depuis longtemps. Et lorsque le Conseil suprême siégeait, dix ans s'étaient écoulés depuis la constitution de l'Union économique eurasienne. C'était donc aussi le moment de faire le point sur les résultats de cette intégration régionale dans laquelle nous avons le statut de pays observateur. Et c'était à la même date qu'on commémorait le 64e anniversaire de l'établissement des relations entre l'Union soviétique et Cuba, relations qui se poursuivent désormais avec la Fédération de Russie, mais avec un élément important : les pays membres de l'Union eurasienne. Union soviétique – et c'est une observation que m'a fait Loukachenko, le président de la Biélorussie – c'étaient d'anciennes républiques de l'Union soviétique, alors Loukachenko me dit : « Cet anniversaire appartient donc à tout le monde, car nous faisons tous également partie de l'Union soviétique. Syndicat."

Ignacio Ramonet.- Membres de l'Union Soviétique.

Miguel M. Díaz-Canel.- Je crois qu'en dix ans l'Union eurasienne a démontré une capacité de dynamique économique et commerciale importante, et le produit intérieur brut de ces pays de la région a beaucoup augmenté, et elle défend des principes très justes. en matière de développement économique et de complémentarité entre ces pays.

Pour nous, c'est un espace d'opportunités, car nous pouvons contribuer surtout dans des domaines tels que la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique, nous pouvons profiter de cet espace une fois que nos médicaments sont reconnus par les agences de réglementation de ces pays, et entrer sur un marché qui C'est également plus abordable pour nous, car eux aussi ont des intentions et des besoins pour ces médicaments et pour le transfert de technologies et pour réaliser des investissements communs. Cela ouvre également un espace permettant aux investisseurs de ces pays de participer aux programmes de développement économique et social de notre pays. Et le thème de la souveraineté alimentaire est très présent à partager avec eux, ce qui est l'un des points de vue de toute l'Union ; la question de la durabilité environnementale, c'est-à-dire le développement durable et le respect de l'environnement et le développement d'une culture de durabilité, qui est également un principe que nous prenons en compte dans notre développement ; la souveraineté alimentaire et le développement des énergies renouvelables. C'est donc un espace important pour nous.

Je crois que les BRICS sont l'une des alternatives qui existent dans le monde aujourd'hui, parmi un bloc de pays qui ouvre l'espoir de briser l'hégémonie nord-américaine dans les relations internationales. Les BRICS deviennent donc un espace alternatif et inclusif, les BRICS sont ouverts aux pays du Sud.

Ignacio Ramonet.- Ils viennent de s'agrandir le 1er janvier.

Miguel M. Díaz-Canel.- Les BRICS viennent de s'élargir, ils ont montré une volonté d'établir des relations avec le continent africain, avec l'Amérique latine et les Caraïbes ; Elle s'établit sur une relation de plus de consensus, de plus d'équité et de respect. D'un autre côté, les BRICS proposent également une alternative au dollar et favorisent le commerce avec la monnaie de chaque pays ou le commerce compensé par l'échange de produits et services générés par chacun des pays.

Ignacio Ramonet.- Ils ont également une Banque de Développement présidée par Dilma Rousseff.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ils ont une Banque de Développement présidée par Dilma, qui est une leader reconnue et avec une vision politique envers les problèmes du Sud. Et les cinq pays qu'ils ont dirigés, fondateurs des BRICS, sont des pays qui entretiennent d'excellentes relations avec Cuba. Nous étudions, nous observons et nous en avons également discuté lors de notre rencontre avec le président Poutine, que Cuba aspire à pouvoir entrer dans les BRICS.

Ignacio Ramonet.- Le prochain sommet aura lieu en Russie, précisément en octobre, à Kazan, comptez-vous y assister, Monsieur le Président ?

Miguel M. Díaz-Canel.- Tout dépend désormais de la manière dont les événements se dérouleront.

Ignacio Ramonet.- Il semble qu'on veuille créer un nouveau type de membre, qui serait le membre partenaire ou associé, il y aurait de la place pour Cuba.

Miguel M. Díaz-Canel.- Il y aurait de la place pour Cuba et cela dépend aussi du consensus atteint avec les pays qui dirigent les BRICS ; mais, par exemple, ils ont été très cohérents et ont permis à Cuba de participer au sommet de l'Afrique du Sud non seulement en tant que pays, mais aussi en tant que représentant du Groupe des 77 et de la Chine, car à cette époque nous étions président pro tempore, et il faut le dire qu'ils ont prêté toute leur attention aux approches du Groupe des 77 et de la Chine que Cuba a présentées en leur nom, ainsi qu'à la position cubaine. Je crois qu'il s'agit d'un environnement très favorable aux relations Sud-Sud et qu'il ouvre une nouvelle perspective, même pour le nouvel ordre économique international qui est nécessaire.

Photo : Alejandro Azcuy

Ignacio Ramonet.- Monsieur le Président, nous arrivons à la fin de cet entretien, c'est la dernière question, elle concerne l'Amérique Latine.

Les crises se multiplient en Amérique latine et dans les Caraïbes, il y a eu cet assaut contre l'ambassade du Mexique en Équateur ; le Commandement Sud des États-Unis crée des bases militaires en Guyane, ce qui constitue une menace pour le Venezuela et sa revendication historique sur l'Essequibo ; En Argentine, le président Javier Milei détruit des décennies de progrès social ; En Haïti, les difficultés n'ont pas de fin. Quelle lecture faites-vous de ces situations ? Et que peut apporter Cuba pour promouvoir la souveraineté, la paix et le progrès dans cette région ?

Miguel M. Díaz-Canel.- C'est l'expression de toutes les contradictions qui existent au niveau mondial et qui se manifestent également au niveau régional dans le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes. Je pense que c'est aussi l'expression de la persistance de l'empire à maintenir la doctrine Monroe, avec cette conception impérialiste de l'Amérique pour les Américains, qui n'est pas l'Amérique latine et les Caraïbes pour nous tous qui vivons sur le continent ; C'est l'Amérique latine et les Caraïbes subordonnées à l'Amérique du Nord et à la puissance de l'empire. C'est donc aussi l'expression de la vision nord-américaine du mépris de notre peuple et de la vision nord-américaine de l'Amérique latine et des Caraïbes comme arrière-cour.

Aujourd'hui, une Amérique latine et des Caraïbes qui, d'un côté, compte un groupe de gouvernements qui ont maintenu des processus révolutionnaires soumis aux plus grands revers, pressions, sanctions, insultes, attaques et ingérences, tels que : Cuba, le Venezuela et Nicaragua.

Tout un groupe de gouvernements progressistes qui offrent également une corrélation favorable des forces de gauche dans la région latino-américaine, nous avons ici : l'État plurinational de Bolivie ; Lula, au Brésil ; López Obrador Xiomara, au Honduras ; Boric, au Chili ; Petro, en Colombie, qui contribuent à assurer la stabilité et la facilité de la coopération et des échanges. Mais les États-Unis ne restent pas les

bras croisés et tentent constamment de mobiliser les forces de droite avec, je dirais aussi, des mécanismes très sales pour provoquer l'instabilité dans ces pays, pour empêcher les processus de gauche ou les gouvernements de gauche de rester en place, et pour encourager que là où la gauche a perdu le pouvoir et que la droite est établie, cette droite ne perde pas le pouvoir.

Ignacio Ramonet.- Qu'il soit maintenu.

Miguel M. Díaz-Canel.- Et que ce droit est un droit totalement abandonné au gouvernement des États-Unis et à la conception des États-Unis, et qui alimente également les conflits sur certaines questions qui ont une composante historique ; encourager les ruptures, les calomnies, alimenter les divisions pour provoquer la désunion dans la région.

Ce que cela explique, c'est qu'il existe aujourd'hui certains gouvernements qui facilitent toute la politique nord-américaine sur le continent, même des gouvernements qui favorisent la présence de troupes de l'OTAN sur le territoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, des gouvernements qui nient le droit à la souveraineté. et l'autodétermination des territoires de leur propre pays dans lesquels des guerres ont eu lieu et où se trouvent des héros et des martyrs morts pour l'indépendance de ces territoires, pour la souveraineté de ces territoires, et ce qu'ils font, c'est flatter les pouvoirs qui sont devenus des métropoles de ces espaces géographiques qui appartiennent à la région, dans quelque chose que l'on peut considérer comme totalement absurde, irrationnel et antipatriotique. Des gouvernements qui, en plus, ont une projection médiatique où ils expriment leurs principes, mais totalement offensants, des jurons contre ceux qui pensent différemment, contre ceux qui pensent faire les choses différemment ou contre ceux qui défendent une autre façon de construire le monde. J'aspire toujours et nous consacrerons tous nos efforts à ce monde meilleur qui est possible et auquel Fidel nous a convoqués.

Nous avons une éthique, nous ne parlons dans le dos de personne, nous n'insultons pas, quand nous devons défendre une position nous la défendons de front et quand nous devons discuter d'une position nous en discutons de front ; Mais nous ne sommes pas adonnés au spectacle médiatique, aux jurons, aux insultes, à ce type, je dirais, de vulgarité politique à laquelle se prêtent d'autres dans le monde.

En tant que position cubaine, nous maintiendrons et défendrons toujours, avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le respect de la souveraineté et de l'indépendance de ces pays ; le respect de l'autodétermination sur le système sociopolitique qu'ils assument et la volonté, quels que soient les systèmes et les idéologies, d'entretenir la relation la plus respectueuse, la plus solidaire et la plus coopérative avec chacun de ces pays, et nous avons cela avec la majorité.

Nous ne rompons jamais nos relations avec les pays latino-américains et nous essayons de résoudre, par le dialogue, par la discussion, par l'argumentation, toute question sur laquelle nous pourrions avoir des désaccords ou des positions divergentes.

Je crois que les manifestations de solidarité de Cuba avec l'Amérique latine et les Caraïbes sont éloquentes de sa cohérence avec ces convictions. Nous avons envoyé des médecins et des enseignants, collaborateurs internationalistes également en ingénierie et dans d'autres domaines de l'économie et de la société, dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous n'envoyons pas de soldats ou de forces armées en Haïti et nous ne procédons pas non plus à des invasions ; En Haïti, nous avons des brigades médicales. Aujourd'hui, au milieu de cette situation en Haïti, alors que beaucoup pensent à une intervention en Haïti ou à une ingérence dans les affaires intérieures d'Haïti, nous avons une brigade médicale au service du peuple haïtien, un peuple qui, je crois, mérite le plus grand respect pour tout ce qu'il a souffert du fait d'être la première nation de la région à développer une révolution.

Ignacio Ramonet.- Qui est devenu indépendant.

Miguel M. Díaz-Canel.- Un peuple digne, un peuple qui a longtemps été soumis à des interventions ; un peuple qui a dû payer une dette pour sa liberté, ce qui est totalement injuste. En d'autres termes, il doit y avoir une objection à l'égard d'Haïti, comme il doit y avoir une objection à l'égard de l'esclavage envers les peuples des Caraïbes, qui sont constamment soumis aux pressions du gouvernement des États-Unis pour rompre l'unité avec le reste de l'Amérique latine et les Caraïbes.

Nous entretenons en outre une relation de gratitude, d'amitié et de fraternité formidable avec le gouvernement de López Obrador et avec le Mexique. La relation entre Cuba et le Mexique est une relation attachante et historique, c'est une relation fraternelle, c'est une relation familiale. Le Mexique a été le seul pays à ne pas rompre ses relations avec Cuba lorsque le gouvernement des États-Unis a convoqué l'ensemble de l'OEA pour rompre ses relations avec Cuba.

Nous défendons la cause du Venezuela, la révolution chaviste, l'unité civilo-militaire et nous soutenons le président Maduro, qu'ils ont même tenté d'assassiner.

Ignacio Ramonet.- De meurtres à plusieurs reprises.

Miguel M. Díaz-Canel.- Quelque chose d'inhabituel.

Nous soutenons la révolution sandiniste ; nous appelons à l'autodétermination de Porto Rico ; Nous défendons les principes de l'État plurinational de Bolivie. Nous voyons avec beaucoup d'intérêt le rôle que joue Xiomara au Honduras, ainsi que son rôle à la tête de la CELAC ; Pour le moment, nous entretenons une relation très étroite avec Lula.

Ignacio Ramonet.- Avec les pays de la CARICOM.

Miguel M. Díaz-Canel.- Avec les pays de la CARICOM, et finalement avec toute l'Amérique latine et les Caraïbes ; mais toujours sur la base du respect, de la solidarité, de l'amitié et du dialogue pour résoudre toute situation.

D'autre part, nous entendons défendre la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, qui a été approuvée précisément lors du sommet de la CELAC à La Havane.

Nous défendons également une intégration latino-américaine et caribéenne qui répond aux rêves de nos héros, qui répond aux idéaux les plus élevés de l'intégration latino-américaine, et je pense en ce moment à Martí et à Bolívar. Martí, qui parlait toujours avec beaucoup de respect de Notre Amérique et définissait très bien ce qu'était Notre Amérique ; et Bolívar, qui a mené toute une lutte pour obtenir l'indépendance de nombreux pays d'Amérique latine.

Je crois que donner l'exemple est le plus grand soutien que nous puissions apporter à l'unité latino-américaine.

Ignacio Ramonet.- Que Fidel a toujours défendu.

Miguel M. Díaz-Canel.- Ce que Fidel a toujours défendu, il nous a appris à le défendre, et Raúl l'a également défendu.

Ramonet, quand on parle de rêves, d'aspirations, nous avons une histoire tellement commune, une culture tellement commune, des gens totalement merveilleux, travailleurs, intelligents et créatifs. Je vous le dis, les cultures précolombiennes latino-américaines n'ont rien à envier aux cultures mésopotamiennes ou aux cultures de la Grèce antique. Ceux-là étaient connus les premiers, mais quand on remonte dans l'histoire, on voit que les nôtres dans leur développement, dans la façon dont ils mesuraient le temps, comment ils canalisait les eaux, comment ils produisaient, leur développement, étaient aussi développés que ceux-là, et ils font partie de nos racines, et vous pouvez les voir dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Notre richesse culturelle, la pensée avancée qui existe en Amérique latine et dans les Caraïbes, les approches des penseurs latino-américains, des philosophes latino-américains, du secteur universitaire latino-américain, sont des positions avancées, de beaucoup d'étude, de beaucoup de cohérence, de beaucoup de défense. .

Je suis convaincu qu'avec toutes ces vertus, avec toutes ces richesses – et c'est ce dont je rêve – le continent latino-américain pourrait avoir une telle intégration qu'il pourrait être un exemple pour le monde entier de ce qu'il peut apporter à la condition humaine. , vers l'avenir. , vers les rêves d'émancipation, vers la mise de l'être humain au véritable centre de tout ce qui se fait pour le monde. Je crois que ce moment viendra le plus tôt possible, car notre peuple exige beaucoup de justice parce qu'il a vécu de nombreuses situations complexes : il a connu des attaques, il a connu du mépris, il a connu des interventions, il a connu des pratiques d'inégalité, ils ont été exclus des processus, ils ont été exclus des possibilités.

Il reste encore beaucoup à résoudre en matière d'analphabétisme en Amérique latine et dans les Caraïbes, il y a beaucoup à faire en matière de genre, il reste beaucoup à faire pour l'émancipation des merveilleuses femmes latino-américaines et caribéennes, il y a beaucoup à réaliser en matière d'égalité pour tous. peuples et dans la justice sociale.

Mais il y a le potentiel historique, le potentiel culturel.

Ignacio Ramonet.- Il y a du désir.

Miguel M. Díaz-Canel.- Le désir de le faire, et je crois que nous continuerons à avancer dans l'intégration et que c'est le message, la conviction, le soutien et l'exemple que Cuba peut donner.

Un pays latino-américain ne peut jamais sentir que Cuba représente un danger pour lui ; au contraire, il trouvera toujours à Cuba le soutien, la compréhension et la volonté de s'intégrer et d'avancer.

Ignacio Ramonet.- Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour votre temps.

Miguel M. Díaz-Canel.- Non, grâce à vous. C'est un plaisir d'avoir été avec vous.

Ignacio Ramonet.- Merci.

Miguel M. Díaz-Canel.- La prochaine fois, je vous le demanderai (rires et applaudissements).



(Source : Granma)

---

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/354794-cuba-nest-jamais-restee-les-bras-croises>



**Radio Habana Cuba**